

## QUESTION 1 : LES VALEURS DE L'ECOLE REPUBLICAINE

### 1° L'égalité

Partons d'un **constat** : l'école, loin de réduire les inégalités sociales, est une machine à reproduire les élites, et ce malgré la mise en place du collège unique, voici bientôt trente ans. Par conséquent l'égalité est un **but** que l'école se propose de réaliser, non une réalité.

Cependant, il semble exister une certaine **ambiguïté** dans cette notion : l'exigence d'égalité doit-elle signifier que tous les élèves aient les mêmes chances de réussite à l'école ou bien qu'ils réussissent tous effectivement à l'école ? Autrement dit : doit-on exiger une égalité de moyens ou bien une égalité des résultats ? La **réponse** à cette question semble susciter le consensus : c'est une **égalité des chances** qu'il faut exiger car les moyens intellectuels sont inégalement répartis.

Cela étant acquis, quels sont **les moyens** susceptibles d'amener à ce but ?

Il faudrait avant tout insister sur le fait que les inégalités relèvent du niveau de la société française dans son ensemble et que l'institution scolaire ne peut remédier à elle seule aux maux sociaux. Cela dit, elle dispose peut-être d'une certaine marge de manœuvre.

On suggère une **discrimination positive**. Mais elle est déjà partiellement mise en place : Z.E.P., crédits importants alloués au pôle technologique, faiblesse numérique des classes technologiques, S.E.G.P.A. ... Cela ne semble pourtant pas suffisant : on souligne notamment **le coût** des études supérieures, difficilement supportable pour les familles les plus modestes, malgré le système des bourses. A cela s'ajoute le fait que les S.E.G.P.A. ne sont pas financées dans les zones rurales où leur rentabilité en termes d'effectifs ne serait pas assurée.

On avance que le problème des moyens financiers n'est peut-être pas le principal : si les enfants issus de milieux favorisés réussissent, cela serait dû à la conscience qu'ont leurs **parents** de l'importance de l'école et par conséquent à leur investissement dans l'instruction de leurs enfants ainsi qu'à leur connaissance du système éducatif et de ses attentes. Donc : si l'on veut lutter contre les inégalités à l'école, il s'agirait surtout d'opérer une réforme d'ordre mental.

On précise que l'investissement des parents devrait se faire dès le primaire, voire dès la maternelle, car les difficultés accumulées jusqu'au collège sont pratiquement insurmontables : l'instruction de base dispensée à l'école primaire doit être parfaitement assimilée par l'enfant au moment dit sous peine d'être un handicap irréversible.

Cet investissement des parents devrait se traduire par une attention au quotidien, bien sûr, mais également par la transmission d'une ambition sociale et intellectuelle – ambition qui fait souvent défaut.

Par ailleurs, l'égalité des élèves face à l'instruction ne passerait-elle pas par **l'égalité des disciplines enseignées** ? Certaines semblent dévalorisées, en effet, comme la technologie ou, d'une manière générale, les savoirs pratiques ; et ce, au profit des savoirs théoriques. Or, ce sont ces savoirs pratiques qui, bien souvent, mènent à un métier une partie non négligeable des élèves.

Mais on objecte que le rôle de l'école n'est pas d'enseigner un métier, mais de former des citoyens, par le biais de l'exercice de l'esprit critique ; et que la formation professionnelle ne doit se situer qu'au second plan. Par ailleurs, c'est par la formation la plus générale qu'on laisse le plus de choix professionnels aux élèves, d'autant que la demande de nos sociétés contemporaines est de plus en plus complexe et présuppose chez les futurs employés une capacité à se former continuellement, au gré de l'évolution technologique de plus en plus rapide.

Malgré tout, on ne peut nier l'existence d'une masse d'élèves qui décrochent du système scolaire et qui au bout du compte perdent leur temps à devoir rester sur les bancs du collège jusqu'à leurs seize ans. Ne faudrait-il pas instaurer des parcours plus diversifiés au sein du système, notamment pour les élèves ayant un projet professionnel ?

## 2° La laïcité

On a souligné qu'il était peut-être nécessaire d'**élargir la laïcité** pour qu'elle ne s'applique pas seulement aux religions, mais également aux valeurs véhiculées par les marques vestimentaires, ainsi que par la publicité présente dans la presse que promeut régulièrement l'école par le biais d'offres d'abonnement promotionnelles. Pour ce qui est des vêtements, le retour au port de l'uniforme semble incongru. D'une manière générale, l'idée de sanctuariser l'école paraît utopique.

A propos du **voile à l'école**, de nombreux arguments ont été échangés. Cependant, du fait qu'aucun consensus n'a été dégagé et que les positions des uns et des autres demeurent classiques, ils ne seront pas rapportés ici, sinon schématiquement : les uns pensent qu'une exclusion systématique ferait le jeu de l'intégrisme obscurantiste en aboutissant au défaut d'instruction ; les autres estiment qu'accepter le voile à l'école serait une formidable porte ouverte au développement de son port (nombre de filles issues de l'immigration maghrébine ne doivent qu'à son interdiction l'opportunité de ne pas s'en affubler : l'interdiction levée, les grands frères les obligeront à le porter systématiquement).

On insiste sur le fait que la question du voile est moins une affaire de religion que de discrimination sexuelle.

## 3° L'autorité

Un **constat** : aujourd'hui, les professeurs n'exercent plus vraiment une autorité du fait de leur statut, mais doivent la gagner auprès des élèves ; d'où l'existence d'une souffrance chez certains, et de la plupart lors de leur première année.

Quelles en sont les **causes** ? On suggère la perte d'autorité des parents.

Quelles **solutions** y apporter ?

On cite **l'enseignement de la morale** d'il y a quelques décennies. Il consistait, chaque jour, à lire une sorte de fable et à en faire tirer la morale par les élèves. Mais ne serait-ce pas là le moyen de véhiculer une idéologie particulière au lieu de susciter l'esprit critique ? On répond à cette objection qu'il ne faut pas avoir peur de transmettre une idéologie si elle est fondée sur le respect d'autrui et sur la tolérance.

En tout état de cause, la finalité doit être la **responsabilisation** de l'élève. Or, cette responsabilité qu'on attend des élèves doit passer par l'apprentissage des limites : la responsabilisation par l'apprentissage de la démocratie à l'école serait une illusion ; tout au contraire, l'école devrait être un lieu non-démocratique, où les élèves doivent obéir aux injonctions qu'on leur donne. Et ce, d'autant plus qu'ils sont à un âge où ils sont en demande de limites.

Concurremment, on souligne l'importance de la prise de **conscience du sens de leur apprentissage** par les élèves, pour qu'ils puissent mieux accepter les contraintes du système scolaire.

## PROPOSITIONS

a) Qu'on augmente le **budget national**, pour permettre notamment l'ouverture de S.E.G.P.A. dans les zones rurales où les cas d'élèves en relevant sont jusqu'à présent jugés trop peu nombreux.

b) Qu'on diversifie davantage les **parcours scolaires au collège**, en ouvrant davantage de possibilités pré-professionnelles aux élèves tout en les maintenant dans le système.

c) Qu'on élabore **une charte** des devoirs de l'élève à l'école et, inversement, des devoirs de l'école face aux élèves.

## QUESTION 16 : LE ROLE DES PARENTS A L'ECOLE

### 1° Le constat

On constate qu'il n'y a pratiquement **pas de relations** autres qu'institutionnelles entre les parents et le personnel éducatif ; mais on n'en ressent généralement pas le manque. Il régnerait donc chez les parents une confiance à l'égard de l'encadrement scolaire, mais allié paradoxalement à une méconnaissance à la fois des individus qui encadrent les élèves (professeurs et personnel éducatif dans son ensemble) et des lieux. On souligne par ailleurs que cette absence relative de relation entre parents et personnel éducatif est accrue par les difficultés de communication entre les élèves et leurs parents : 30% des documents confiés aux élèves à destination de leurs parents ne seraient pas transmis.

### 2° Les explications

On avance **l'individualisme** comme explication. Pour l'illustrer, un parent souligne le peu de parents présents au débat (une trentaine pour six-cents élèves) ; un professeur le peu de professeurs (une dizaine pour soixante).

Autre explication : **le refus de s'investir**. Le travail occupe un espace de temps et provoque un état de fatigue tels que le temps qui reste est consacré à autre chose qu'à nouer des relations avec l'institution scolaire.

On avance également **la conception** qu'auraient les parents de ces relations : voir un professeur ne s'imposerait qu'en cas de problèmes particuliers de leurs enfants ; et une telle rencontre ne s'envisagerait que ponctuellement, et non de façon suivie.

Une certaine **timidité** serait également à l'œuvre, selon un intervenant : on n'oserait pas prendre rendez-vous avec un professeur si son enfant n'a pas de problème manifeste.

### 3° Une solution est-elle nécessaire ?

Certains parents posent une question : nouer des liens avec les professeurs, soit, mais **pour quoi faire ?**

On souligne par ailleurs que les liens entre parents et professeurs existent déjà : par le biais institutionnel des délégués aux conseils de classe et au conseil d'administration, mais aussi par le biais des rencontres annuelles parents/professeurs.

Mais à ce propos, on regrette que souvent les délégués des parents soient les mêmes et on souhaite qu'il y ait davantage de renouvellement. On suggère par ailleurs que les délégués ne sont peut-être pas suffisamment porteurs de la parole de ceux qu'ils représentent. C'est que ces derniers, la plupart du temps, ne cherchent pas à joindre leurs représentants ou bien, s'ils ont été contactés par ceux-ci, ne ressentent pas un besoin d'expression particulier.

D'autre part, on suggère que l'absence de liens qui est à regretter ne se situe pas entre les parents et les professeurs, mais entre les élèves. On propose pour y remédier l'organisation de journées d'intégration en début d'année.

Malgré ces mises en doute de la nécessité de liens plus étroits entre les parents et les professeurs, certains parmi ces derniers appellent de leurs vœux une plus grande implication des parents, et ce afin de mieux faire réussir les élèves (cf. Question 1). Pour cela quelques propositions sont faites.

### PROPOSITIONS

a) Qu'on organise pour chaque classe une sorte de pot où parents et professeurs pourraient lier connaissance dans un contexte convivial.

b) Qu'il y ait davantage de réunions parents/professeurs, notamment en classe de Première où il n'y en a aucune.

c) Que soient institués des conseils de professeurs à mi-trimestre dans tous les niveaux.

d) Qu'on organise une visite de l'établissement pour les parents, mais aussi pour les professeurs.